

JUIN 2021

# LA REVUE DE PRESSE

Défense et intelligence économique



## CLUB DÉFENSE - AEGE



### FIN D'ANNÉE POUR LE CLUB DÉFENSE

#### Perte de vitesse des exportations françaises

4,9Mds€. C'est la valeur du recul des exportations françaises d'armement en 2020, qui représente une diminution de 41% par rapport à l'année précédente. Si 2021 marque la vente non négligeable de notre chasseur tricolore, le Rafale, elle est aussi synonyme de tentative d'exportation principalement européenne, au nom d'une souveraineté commune. La Suisse a d'ailleurs montré son intérêt pour l'acquisition de 30 à 40 avions de combat.

Il ne faut toutefois pas oublier que les contrats pour nos industriels français, en Europe comme ailleurs, sont la garantie d'une base industrielle et technologique de défense (BITD) rentable, permettant alors l'investissement dans la R&D.

Ainsi, si les contrats européens ont été nombreux ces dernières années, la monotonie des commandes pourrait entraîner une baisse majeure de chiffre d'affaires des entreprises françaises, qui garantissent pourtant notre souveraineté nationale alors même que l'Europe de la Défense reste à ce jour un projet encore difficile et pavé de complications trop nombreuses.

Nous y sommes. Ce mois de juin marque pour le Club Défense la fin d'une année bien remplie et riche en enseignements. Pour certains, elle marque aussi la fin de notre scolarité égéenne, et le début de nouvelles aventures professionnelles.

Cette année aura été l'occasion de tisser de nombreux partenariats, de développer les publications de nos membres, mais aussi de lancer un projet qui nous tenait à cœur autour de la guerre de l'information : l'infowar day. Cet événement aura lieu courant septembre au sein de l'EGE, et nous espérons que cette première édition permettra de réfléchir à un sujet majeur.

Le Club Défense vous remercie de votre fidélité, et espère que ce format de revue de presse vous aura plu. Nous serons évidemment de retour en septembre prochain ! Bel été à tous !

*Adam Behillil, Emeryck Edon, Bastien Thérou et Josselin Charpentier*

## Budget de défense américain : le retour de la guerre des étoiles?

Dans un communiqué, le secrétaire américain à la défense, Lloyd J. Austin III, a déclaré : "En tant que secrétaire à la Défense, ma principale priorité est de défendre l'Amérique contre les ennemis étrangers et nationaux et de veiller à ce que nos troupes restent la force de combat prééminente du monde."

Les États-Unis ont demandé un budget de défense de 715 milliards de dollars pour l'exercice 2022, soit une augmentation de près de 10 milliards de dollars par rapport au budget alloué au ministère de la défense lors du dernier exercice. La demande de dépenses propose l'investissement le plus important jamais réalisé en matière de recherche, de développement, de test et d'évaluation, ainsi que la modernisation de l'arsenal nucléaire pour faire face aux nouveaux défis.

Globalement, la demande de budget propose un investissement de 112 milliards de dollars pour stimuler la recherche, soit une augmentation de 5,1 % par rapport à l'exercice 2021. Environ 27,7 milliards de dollars devraient être investis dans l'amélioration de la structure de la triade nucléaire.



Les budgets alloués au salaire des militaires et au soutien de leur famille sont eux aussi conséquents.

Pourtant, ce sont bien les investissements dans les chasseurs de quatrième et de cinquième génération (52,4Mds\$), aux plateformes navales (34Mds\$) et à la coopération et au soutien avec les partenaires et alliés qui prouvent l'intérêt constant pour le développement des capacités de projection et la volonté d'appuyer l'hégémonie américaine sur tout les continents.

## KMW acquiert Milrem Robotics

L'allemand Krauss-Maffei Wegmann signe un partenariat avec l'estonien Milrem. Associé au sein de l'entreprise KNDS avec Nexter, ce n'est pourtant par la société franco-allemande qui acquiert près de 25% des parts dans le but de développer un partenariat stratégique.

Spécialiste des drones terrestres, Milrem est particulièrement reconnu pour son THeMIS. C'est d'ailleurs cette entreprise qui se trouve à la tête du projet iMUGS, un projet de drone autonome terrestre européen déjà doté d'une enveloppe de 30 millions d'euros.

Il apparaît ainsi intéressant de se questionner sur les rapports de force au sein de l'entreprise KNDS. Nexter, qui a présenté son Ultro semble tout autant être un acteur de l'avenir de ces Unmanned Ground vehicles (UGV). Aucune part de Milrem ne sera détenue par le groupe français, laissant donc croire que le projet européen de drone terrestre pourrait être porté strictement par l'Allemagne, avec laquelle la coopération militaire semble difficile lorsque l'on analyse les complications auxquelles le projet du SCAF est confronté.

## VBAE : l'impossible choix

Le véhicule blindé d'aide à l'engagement (VBAE) est censé, à l'avenir, remplacer l'actuel Véhicule Blindé Léger (VBL), actuellement en service dans les forces françaises. Pas toujours adapté à ses usages, le VBL Ultima, mieux protégé et avec une capacité d'emport plus importante, devrait être livré par Arquus à partir de 2025 pour un total de 730 exemplaires.

Considéré comme irremplaçable sur le long terme, le VBL devrait alors disparaître des dotations de l'Armée de Terre au cours de la décennie à venir. Son remplacement pose alors question : le VBAE sera-t-il un véhicule spécialement conçu pour la France, ou conçu dans le cadre de la coopération européenne ?

A ce jour, toutes les possibilités semblent encore d'actualité. Aucun choix n'apparaît comme effectué au sein des institutions militaires françaises. Pourtant, deux véhicules français semblent adaptés aux besoins.



Le Scarabée (Arquus) et le Hawkei (Thales Australia) sont de sérieux candidats. Un achat sur étagère de véhicules français aurait d'ailleurs deux atouts majeurs. D'abord, la rapidité d'acquisition et de mise en service. Ensuite, la commande pourrait être parfaitement adaptée aux besoins des armées françaises. La coopération européenne pose question, la politique y répondra.

## La coopération franco-malienne suspendue

La France a annoncé, le 3 juin, la suspension d'une partie des opérations de la force Barkhane, engagée dans la lutte anti-terroriste, au nom du respect des garanties dans le cadre de la transition politique, après le dernier coup d'Etat du colonel Assimi Goïta. Le président annonce ainsi vouloir s'assurer de la bonne tenue des élections et de l'impossibilité pour les actuels dirigeants de la transition de s'y présenter, tout en garantissant qu'aucun pas ne serait fait vers l'islam radical.

Si la suspension de la coopération n'est effective que sur une partie des actions qui ne sont pas les plus essentielles, cette décision ne sera probablement pas sans impact au niveau politique, en France comme au Mali. En effet, alors que la course à la présidentielle de 2022 a déjà commencé, le Président Macron cherche peut-être à réduire les dépenses militaires d'une opération coûteuse, et pas toujours bien perçue dans l'opinion générale. Par ailleurs, l'image de la France pourrait être durement touchée par cette annonce sur le sol malien, alors même que les citoyens maliens cherchent à montrer leur volonté d'un rapprochement avec la Russie.